

Nous avons dû tirer le fruit de deux expériences négatives :

La première, en septembre octobre 44 fut une manifestation purement littéraire en faveur de la liberté de la presse et ne pouvait pas être autre chose en raison de l'orientation générale du Parti vers "l'illégalité renforcée".

La deuxième commence avec la constitution du Comité Directeur en mai juin 45. En dehors des articles du journal, ce fut la tentative stérile de constitution du Comité de Défense des Libertés Démocratiques (C.D.L.D.) et quelques démarches infructueuses auprès de personnalités influentes ou prétendues telles. La timidité de cette campagne fit que le ministre Colruux, quoique favorable par anti stalinisme à la parution de LA VERITE, ne trouve pas l'occasion de nous faire ce "cadeau". Rien d'étonnant si l'on sait que un mois avant le 2^o Congrès, le B.P. avait confié "l'exclusivité" des démarches auprès du ministère à un ancien membre de l'organisation. Evidemment rien ne fut fait alors. Quelques camarades, avec Dumos, préconisaient déjà d'en finir avec la diplomatie secrète et de mener une campagne d'agitation publique mobilisant toutes les forces du Parti (B.P. de mi-décembre 45).

Après le Congrès qui se rallie à ce point de vue, le secrétariat commençait à mettre sur pied un plan de campagne par ventes d'agitation, tracts, affiches, meetings, manifestations.

Mais la répression brusque la mise en route. Le 25 Février le ministre de l'Information Deferre, lance un ordre de saisie. Des vendeurs sont arrêtés dans la région parisienne.

Le secrétariat propose au B.P. :

- continuer à publier LA VERITE
- organisation de ventes d'agitations destinées à utiliser les pressions staliniennes et l'intervention de la police.
- préparation d'une manifestation de rue pour le 15 mars
- Si à cette date, LA VERITE n'est pas légalisée, lancement de l'autre journal comme organe du Parti.
- pétitions, démarches auprès des sections et organismes du P.S.

Ainsi le délai fixé par le Congrès est raccourci d'un mois afin de pouvoir lancer effectivement le journal légal le 15 avril, avant les élections.

Ces propositions sont adoptées contre une autre thèse : Abandon de LA VERITE, lancement immédiat d'un organe camouflé.

Le B.P. repousse cette thèse capitularde et s'en tient au plan et aux délais proposés. L'attribution de papier de l'organe camouflé est d'ailleurs trop faible pour en faire un hebdomadaire de diffusion large et viable financièrement.

Les régions de province, en particulier le Puy de Dôme, recueillent un grand nombre de signatures sur les pétitions et font voter des motions dans les sections P.S. Mais la campagne de lé-